

LES LEÇONS DU « LABORATOIRE GRENOBLOIS »

Michelle Daran, Alain Faure, Patrick Levy, Olivier Noblecourt, Martin Vanier

18/01/2021

Plusieurs mois après les élections municipales qui ont confié à de nombreuses équipes écologistes des responsabilités dans les grandes villes, que s'est-il réellement passé en six ans de municipalité écologiste grenobloise sur le plan global de la transition écologique et solidaire, au-delà de la rhétorique du « laboratoire grenoblois » ? Quelles sont, à partir de ce premier bilan et au-delà de celui-ci, les conditions politiques permettant à la gauche de réussir partout la transition écologique et solidaire et ce dans la durée qu'elle requiert ?

Parmi les grandes villes désormais qualifiées de métropoles, Grenoble dispose d'une solide réputation de ville laboratoire, place d'innovation sociale et technologique qui conserve une longueur d'avance dans les transformations à chaque époque. Il y a cinquante ans, le journaliste du *Monde* Pierre Frappat avait montré en quoi cette réputation et cette image relevaient en partie du « mythe blessé ». Depuis les GAM (Groupes d'action municipale) de l'époque Hubert Dubedout jusqu'à la « métropole verte » d'Éric Piolle, Grenoble a toujours su construire et diffuser une représentation emblématique d'elle-même : en France, il y a le « cas marseillais », « l'expérience rennais », parfois « l'exemple lyonnais » et, toujours, le « laboratoire grenoblois ».

Aujourd'hui, la question centrale qui travaille les métropoles comme tous les territoires, leur économie comme leur société, est celle de la transition écologique et solidaire. La transition écologique et solidaire n'est pas une option, c'est un impératif. Ce n'est pas une politique publique parmi d'autres, c'est la métapolitique qui prétend toutes les revisiter, les faire changer d'horizon d'attente. À la grande différence de l'idéal moderne de révolution, la transition désigne un processus qui revendique à la fois l'urgence et le temps long. Il s'agit en somme d'une proposition de mutation globale, pour la société et pour l'économie, censée signifier un tournant majeur pour l'action publique, l'action publique territoriale en particulier.

Plusieurs mois après les élections municipales qui ont confié à de nombreuses équipes écologistes des responsabilités dans les grandes villes, nous souhaitons ici croiser deux questions : que s'est-il réellement passé en six ans de municipalité écologiste grenobloise sur le plan global de la

transition écologique et solidaire, au-delà de la rhétorique du « laboratoire grenoblois » ? Quelles sont, à partir de ce premier bilan et au-delà de lui, les conditions politiques permettant à la gauche de réussir partout la transition écologique et solidaire et ce dans la durée qu'elle requiert ?

Ces deux questions seront appréhendées à travers les trois défis qui nous semblent structurer celui de la transition.

L'enjeu démocratique d'abord, car la transition ne peut avoir lieu ni sans ni contre la population dans toute sa diversité. Or, avec Hannah Arendt, il s'agit ici de ne pas perdre de vue que « la politique, c'est faire du commun avec du pluriel ». Comment a-t-on « fait du commun avec du pluriel » à Grenoble, et comment peut-on le faire demain partout ailleurs ? Sachant que dans la perspective de la transition, le « en commun » ne se limite plus à la commune : à Grenoble, comme ailleurs, le « pluriel » est métropolitain.

L'enjeu de la cohésion et de la solidarité, ensuite, car il est clair que le mieux-être écologique peut s'avérer, à la suite d'autres, un puissant facteur d'inégalités et d'injustices. En faire un nouveau front de conquêtes sociales ne va pas de soi. Il y a des politiques concrètes à désigner et activer pour une transition réellement solidaire, sans décrochage des plus vulnérables, à Grenoble peut-être plus encore qu'ailleurs, comme on le verra.

L'enjeu sociotechnique, enfin, dont la transformation est le cœur de la transition. Il peut s'agir pour un territoire rural de son modèle agricole, ou pour une région de son modèle de développement touristique, lequel est aujourd'hui profondément interpellé dans les Alpes. À Grenoble, nous sommes en présence d'une mutation de l'écosystème de l'innovation et de ses trois piliers que constituent l'enseignement supérieur, la recherche et l'industrie. Plus largement, il s'agit comme dans toutes les autres villes de considérer l'ensemble des systèmes techniques qui font l'économie, l'urbanisme et la vie quotidienne, y compris les services urbains qui produisent le cadre de vie, organisent la mobilité, garantissent l'accès à l'énergie, gèrent le métabolisme territorial (cycles des déchets et des matières en général), assurent la résilience du territoire dans les crises comme la crise de la Covid-19, etc.

Sur ces trois défis, une même conviction parcourt la présente note. La transition écologique et solidaire est souvent présentée, en particulier à Grenoble, comme la résultante de changements comportementaux de la société, relevant avant tout de choix personnels érigés en modèles collectifs. Or, la lecture de la transition écologique et solidaire à travers les trois défis le montrera : elle sera tout autant la résultante des politiques publiques qui sont le cœur de métier des collectivités territoriales, et des transformations sociotechniques qui relèvent, elles, de la

stratégie des entreprises publiques et privées. La gauche ne peut pourtant pas abandonner les politiques publiques au bénéfice exclusif d'une forme de prêche moral sur la responsabilité individuelle et les changements de comportements, en direction surtout de ceux de nos concitoyens qui maîtrisent les conditions de leur existence. De même, elle ne peut abdiquer la culture de l'action collective qui nécessite la construction d'un cadre commun avec l'ensemble des parties prenantes.

La transition écologique et solidaire est au carrefour des changements comportementaux, des innovations de politiques publiques et de la transformation des systèmes sociotechniques, et c'est dans cette perspective qu'il s'agit maintenant d'analyser le « laboratoire grenoblois » et à travers lui les perspectives qui sont celles des métropoles et des territoires partout en France, du point de vue de la gauche écologique et solidaire.

La démocratie habitante contre le système de l'action publique ?

Concernant le premier défi, l'analyse du bilan de l'équipe d'Éric Piolle implique un double travail de lecture : lister les combats et les actions « par le bas » qui ont été le socle et le moteur du renouveau annoncé puis analyser comment cette dynamique a influencé l'action publique sur les enjeux de médiation et de gestion intercommunale. Dans la façon dont les 120 promesses de campagne de 2014 sont énoncées et mises en œuvre, il s'agit de mieux comprendre comment l'autogouvernement par les citoyens conditionne et oriente la gouvernance territoriale.

Renouveau démocratique : quel bilan par rapport aux promesses de 2014

Dans le chapeau introductif de « **Grenoble une ville pour tous** », projet municipal de 2014, on trouve deux innovations qui innervent les 120 promesses. D'une part, « une ville démocratique qui s'appuie sur un pouvoir habitant indépendant et autonome » et, d'autre part, la commune conçue comme un foyer d'action directe face aux partenaires et interlocuteurs de la ville. Ces deux orientations constituent le socle et le label de la nouvelle équipe : promouvoir dans un même élan le « pouvoir habitant » et des combats de « résistance municipale ».

Le bloc des 70 promesses pour « une ville de démocratie renouvelée » illustre la démarche sur quelques mesures phares, tandis qu'un bloc spécifique de 41 promesses concerne « une ville à taille humaine et des quartiers où il fait bon vivre » (avec pour sous-titre : « en finir avec les grands projets inutiles pour se concentrer sur l'essentiel »), on trouve aussi 8 propositions précisant la légitimité du niveau municipal.

Face à ces promesses, les vingt pages de bilan sont difficiles à décrypter dans la mesure où la présentation procède uniquement par formules chocs, chiffres et pourcentages hétéroclites, dans un format où les données quantitatives ne sont jamais sourcées. Il est précisé à la fin du document que ce bilan « doit être lu comme une photographie d'une action et d'une aventure collective commencée bien avant 2014 ».

Si l'on se réfère à la promesse n°7 du programme de 2014 (« évaluer avec sérieux les politiques publiques » avec des indicateurs et autour d'expertises d'usage), le travail de chiffrage et de suivi des politiques publiques n'a de fait pas été réalisé.

Pour pointer les changements en tentant d'établir des liens entre les promesses initiales sur le pouvoir citoyen et les résultats au terme de six ans de gouvernement municipal, la présentation en thématiques souvent englobantes rend l'exercice périlleux. Sur les 16 blocs de chiffres du document, on ne peut lister des avancées « citoyennes » que sur seulement 3 d'entre elles :

- des gains financiers pour les habitants (« la tarification solidaire des services publics », p. 2) ;
- la reconnaissance de publics ciblés (« l'égalité des droits en actes », p. 3) avec des progrès en direction de la catégorie LGBTQI+ ;
- les initiatives des habitants (« une démocratie locale foisonnante », p. 5) autour des votations citoyennes et des « conseils citoyens indépendants ».

Mis en miroir avec les 120 promesses de 2014 et la vingtaine de mesures phares sur la reconquête du pouvoir par les citoyens, ce bilan à 16 entrées permet de constater que les « nouvelles pratiques citoyennes » sont concentrées sur deux dispositifs (le budget participatif et les « conseils citoyens indépendants » qui existaient avant la municipalité conduite par Éric Piolle) et sur deux orientations stratégiques (le renforcement de la tarification solidaire et une priorisation sur des publics spécifiques).

En fait, ce bilan masque mal le principal échec démocratique des six dernières années : au-delà d'une stérile comitologie participative mise en place dans les champs culturels et sportifs – qui s'est retournée contre la municipalité puisque les acteurs concernés ont dénoncé le fonctionnement de ces instances –, les Grenoblois ont assisté à un recul de la participation citoyenne à Grenoble, notamment dans les quartiers populaires. La « révolution citoyenne » n'a pas eu lieu à Grenoble, et plusieurs exemples permettent d'illustrer cette réalité.

Les budgets participatifs sont le symbole de cette dérive puisqu'en 2019 aucun projet financé par ces dispositifs suivant le vote des Grenoblois n'a concerné le sud de la ville (qui concentre la plupart

des quartiers populaires). Ces budgets participatifs ont, par ailleurs, parfois servi à habiller le recul de l'intervention publique dans des domaines stratégiques pour les territoires vulnérables (éducation populaire, social, culture, sport), les acteurs étant renvoyés vers la logique compétitive et finalement très libérale de budgets alloués en fonction d'un vote s'apparentant aux processus de sélection de la télé-réalité. Les Grenoblois ont été invités à voter pour leur projet préféré, avec une logique de campagne et même une ingénierie de conviction déployée par les porteurs de projets, parfois bien éloignée de l'esprit citoyen invoqué.

Pourtant favorable aux référendum locaux, l'équipe d'Éric Piolle a toujours refusé de mettre en œuvre le dispositif de « votation citoyenne » concernant son choix – contesté – de fermetures des bibliothèques municipales. Il est vrai qu'une première expérience de votation organisée par la municipalité au sujet du stationnement avait déjà été fortement contestée par les associations d'habitants.

Autre exemple en matière d'échec du renouveau des pratiques de gouvernance et d'association des citoyens à la gestion des affaires municipales : l'expérience de gestion du Théâtre 145 et du Théâtre de poche par un collectif d'artistes a été brutalement stoppée par la Ville, et la gestion de ces salles municipalisées, avec pour seule justification des arguments budgétaires.

Il est également à noter que, durant toute l'année 2019, l'ensemble des conseils municipaux se sont réunis sous une inhabituelle protection policière, destinée à tenir à l'écart le mécontentement exprimé par certains acteurs grenoblois suite notamment à la mise en œuvre du plan d'austérité municipal en 2014.

Enfin, la volonté de désarrimer les élus municipaux de leurs quartiers d'habitation (notamment pour éviter tout type de clientélisme) s'est traduite par la nomination d'élus de secteur qui ne connaissent ni les territoires, ni leurs acteurs, aggravant le sentiment d'éloignement entre les citoyens et leurs élus tout au long du mandat.

L'abstention massive aux dernières élections municipales dans l'ensemble des quartiers populaires, encore plus marquée qu'habituellement (entre 70% et 80%), n'est pas le seul fait de la crise sanitaire de la Covid-19, mais témoigne aussi de cette réalité. Si la victoire électorale d'Éric Piolle ne souffre aucune contestation, elle ne peut, en effet, masquer deux réalités qui sonnent comme une alerte pour la gauche, ou en tout cas les écologistes.

Premièrement, les meilleurs scores d'Éric Piolle l'ont été dans les quartiers les plus favorisés, ses scores les plus bas dans les quartiers populaires où l'écart à la moyenne est constamment

supérieur à cinq points. Il y a clairement un désarrimage vis-à-vis du vote populaire et une sociologie électorale qui privilégie les actifs au capital financier et culturel élevé.

Deuxièmement, le niveau de satisfaction des Grenoblois vis-à-vis du bilan d'Éric Piolle est bas pour un premier mandat, à seulement 52 % quand la moyenne des villes de la même strate est de 63%. Contrairement aux maires dont la gestion rassemble au-delà de leur électorat sur les enjeux d'intérêt local, Éric Piolle n'a pour le moment pas élargi son périmètre de soutien politique, comme l'a montré la présence de deux listes de gauche concurrentes au premier tour.

Déconnecter le pouvoir habitant et les services de la Ville ?

Comme annoncé dans le programme présenté lors des élections municipales de 2014, la nouvelle ingénierie dédiée aux pratiques participatives est ciblée sur les citoyens en décalage avec les acteurs impliqués dans les rouages classiques de l'action publique. Or, comme dans toutes les communes, les agents territoriaux vivent depuis deux décennies une forte professionnalisation et une constante spécialisation des métiers de l'urbain. Au fil des dossiers controversés traités au conseil municipal (les bibliothèques, la tarification du stationnement, le projet d'aménagement de l'Esplanade, l'A480, l'autoroute à vélo...), l'exercice participatif s'est alors affiché comme indépendant des espaces techniques de médiation et de traduction des problèmes en solutions de politiques publiques. Cette déconnexion a entraîné logiquement une impasse décisionnaire dans la mesure où les arbitrages politiques ont validé des choix sur un mode de décision unilatéral qui apparaît en surplomb par rapport aux instances participatives *ad hoc* et sans médiation visible avec l'environnement politico-administratif (que ce soit au sein des services municipaux ou vis-à-vis de l'opposition municipale).

La déconnexion est revendiquée dans le langage même : la nouvelle grammaire politique des « biens communs » au cœur du discours de l'équipe d'Éric Piolle s'émancipe en permanence des mots techniques de l'action publique. Lors des débats contradictoires, la représentation des problèmes échappe ainsi au cadre institutionnel classique au motif d'une nouvelle façon « citoyenne » de faire de la politique qui repose explicitement sur la méfiance vis-à-vis des institutions et de la parole de l'État ainsi que d'une défiance envers des élites et des corps intermédiaires. La démarche vient d'être théorisée par Thierry Paquot qui n'évoque jamais le niveau métropolitain. Les 120 promesses comme les 16 thématiques de bilan adoptent un métalangage vertueux toujours englobant qui doit « parler au citoyen » sans jamais céder aux vocables professionnels classiques.

Cette démarche de rupture langagière permet de souligner quelques avancées symboliques. En

termes d'action publique, la principale concerne l'effort investi par l'équipe municipale dans l'expérimentation effective de nouveaux outils de participation citoyenne qui appellent une autre façon de parler politique. Cependant, lorsque l'on consulte les travaux d'évaluation réalisés par des observateurs extérieurs – la littérature est foisonnante dans le champ universitaire sur ces questions dans les sciences sociales –, les bilans sont au pire sévères, au mieux circonspects, y compris parmi les experts *a priori* très attentifs à la « révolution citoyenne » du cas grenoblois. Les expériences mettent certes en avant des enjeux de proximité et de réactivation des liens communautaires. Mais le récit récurrent sur « un autre monde possible » bute sur un écueil considérable : le réformisme local est toujours conçu en rupture avec l'État (nécessairement « soumis à la logique capitaliste ») et autour de l'idée abstraite qu'il faut « transférer les prérogatives de l'État vers les populations ». Cette boussole idéologique restreint le plus souvent les réalisations à de simples aménagements participatifs qui sous-estiment la spécificité de chaque contexte urbain, qui invisibilisent certaines populations, notamment dans les quartiers en difficulté, et qui ignorent la complexité intercommunale. Le nouveau « laboratoire grenoblois participatif » annoncé en 2014 et longuement argumenté par le maire Éric Piolle dans son ouvrage *Grandir ensemble. Les villes réveillent l'espoir* reste à l'état de l'intention et des déclarations de principe.

Le citoyen et la métropole : ce qui était annoncé en 2014, ce qui a été mis en avant dans le bilan en 2020

Si l'esquisse de bilan sur le lien entre le pouvoir des habitants et les priorités municipales d'action publique est facile à décrypter en raison de l'importance que l'équipe d'Éric Piolle a consacrée à cette question dans sa communication politique, la réflexion sur la gouvernance territoriale en lien avec des enjeux métropolitains et les services de l'État oblige en revanche à un travail d'évaluation où les discours sont rares et où les sources font cruellement défaut. Le comparatif entre ce qui est annoncé en 2014 et ce qui affiché comme résultat en 2020 suggère simplement une confirmation. La métropole n'était pas une promesse en 2014 mais plutôt un espace de vigilance contre les dérives du néolibéralisme pour que les citoyens y exercent mieux leur contrôle démocratique. Elle apparaît dans le document de bilan 2020 comme un outil technico-financier au service de la ville-centre et un espace de politisation sur des controverses à portée nationale.

Dans le court chapeau introductif du programme 2014, on note une alerte concernant « l'intercommunalité pour libérer les biens communs de l'ingérence du privé en créant de nouveaux services publics locaux ». Le programme présente aussi un bloc spécifique sur « ce que nous ferons de la métropole » avec un texte introductif volontariste :

« Au 1^{er} janvier 2015, la Métro, l'intercommunalité grenobloise, se transformera en métropole. (...) Le cadre légal fondé sur la mise en concurrence des territoires entre eux et l'impossibilité de tout contrôle citoyen ne peut nous convenir. (...) Nos élus intercommunaux exigeront la mise en œuvre de mécanismes permettant d'associer les citoyens aux décisions et en tout état de cause, comme élu-e-s grenoblois, nous vous en ferons connaître les enjeux. Nous ne voulons plus des arrangements entre amis qui finiront par remettre en cause l'idée même d'intercommunalité, de partage, de solidarité et de mutualisation, alors qu'aujourd'hui il est évident que des politiques peuvent se mener de meilleure manière à une échelle intercommunale, comme c'est le cas pour les transports. »

Le bilan en 16 thématiques ne permet pas de trouver trace de ce qui avait été annoncé dans le programme de 2014. Pour la « tarification solidaire » (p. 2), le document de 2020 indique simplement qu'on « la retrouve partout [...] aussi bien à la Ville qu'à la Métropole » avec quelques chiffres sur la facture d'eau pour les foyers métropolitains, l'abonnement à Métro-Vélo et l'abonnement TAG pour les 18-25 ans. L'échelon métropolitain n'est jamais cité sur les rubriques « l'égalité des droits en acte » (p. 3), « l'éducation » (p. 4), « les votations citoyennes » (p. 5), « la culture » (p. 6), « le sport » (p. 7), « la sécurité » (p. 8), « la santé » (p. 11), « la biodiversité » (p. 13), « l'urbanisme » (p. 15), « la gestion financière » (p. 16) et « les relations internationales » (p. 17). La longue rubrique finale intitulée « et aussi... » (pp. 18-19) ne mentionne jamais le niveau métropolitain.

Sur l'espace public (p. 9), deux chiffres sont mis en avant concernant respectivement le « 30 km/h » généralisé sur toute la métropole et le retrait de 326 panneaux publicitaires sur la ville (avec la mention « bientôt davantage sur la Métropole ! »). À la rubrique sur la pollution (p. 10), le SMTC (syndicat mixte des transports dont la présidence était assurée par un élu vert) est mentionné autour de la formule « à la Ville comme à la Métropole et au SMTC, nos élu.e.s tirent sur tous les leviers d'action pour améliorer la situation », et trois mesures sont affichées (l'abandon des bus diesel, la mesure de la qualité de l'air et une plateforme « pour centraliser les livraisons en ville avec des véhicules à faible émission ou à vélo »). La rubrique « mobilités » (p. 14) est sous-titrée « pour une ville et une métropole qui bougent ! » avec la mention d'opérations sur les vélos et les pistes cyclables, sur l'opération « plaque ta caisse », sur les bus au biogaz, sur le covoiturage et l'autopartage (sans que l'on sache si c'est un acquis municipal ou métropolitain), et sur l'extension des réseaux bus, tramway et RER urbain (en prévisionnel vers le Voironnais, le Grésivaudan et le Trièves).

Au vu de ces éléments, on peut considérer que la gouvernance territoriale de l'équipe d'Éric Piolle s'est essentiellement limitée à deux objectifs : d'une part, mobiliser au mieux les outils, les

dispositifs et les financements métropolitains au profit de la ville-centre et, d'autre part, mettre en récit à partir de cet échelon un front partisan, « l'arc écologiste et humaniste », énonçant des priorités de rupture sur la question des transitions écologiques.

Le bilan concret, technique, montre que seul le dossier des mobilités a fait l'objet d'une orientation intercommunale volontariste. Le message est souvent explicite : l'administration métropolitaine est là pour soutenir et encourager les pratiques vertueuses en matière de mobilités douces. Les autres chantiers (l'économie, la culture, la sécurité, le sport, la santé, etc.) sont « métropolisés » au seul motif des instruments et ressorts financiers métropolitains, sans autre ambition politique. Le transfert de la compétence culturelle, adopté pendant la mandature uniquement pour certains équipements (deux en fait), constitue à cet égard un cas typique de technicisation intercommunale.

En matière de politisation, le bilan montre une stratégie explicitement orientée sur des enjeux politiques en lien avec des controverses portées par les partis EE-LV et LFI à l'échelon national. 80% des interventions médiatiques du maire de Grenoble utilisent les dossiers locaux pour cibler la politique ultralibérale du gouvernement. L'exemplarité grenobloise y est argumentée sur des positions de principes et de valeurs, mais rarement sur des politiques publiques qui puissent être démontrées localement. La métropolisation, considérée initialement comme une menace et une dérive, devient au fil des ans un espace stratégique de coalition d'intérêts sur des mouvements d'idées ou d'opinions (le mouvement des « gilets jaunes », le harcèlement genré, l'accueil des migrants, le Lyon-Turin, la cause animaliste, la 5G...) sans que l'on puisse faire de lien direct avec les politiques métropolitaines de Grenoble Alpes Métropole.

S'agissant de la politique la plus emblématique de la gestion écologiste, celle de la mobilité, il est intéressant de confronter dans le détail la réalité du bilan au récit communiquant souvent proposé. Politique emblématique de la transition écologique, les transports et la promotion des mobilités douces ont été des totems de l'équipe municipale écologiste. Le premier élément marquant, c'est d'abord le volontarisme fort sur le développement du vélo. Le « plan vélo », la création de pistes cyclables en sites propres et la mise à disposition de vélos en libre-service avaient été impulsés de longue date par les précédentes municipalités (notamment celle à majorité « gauche plurielle » entre 2001 et 2008), mais il y a eu incontestablement une avancée significative dans le développement du vélo sur la dernière mandature. Cette avancée a été particulièrement visible dans le nord de la ville avec la création des « autoroutes à vélo » permises par une nouvelle étape de piétonnisation d'une partie du centre-ville. Le nombre de points de service des vélos en libre-service a lui aussi augmenté. Et, plus globalement, la voirie a été « apaisée », selon la terminologie en vigueur qui est depuis devenue un objet de raillerie à Grenoble, avec la généralisation des zones

30 (là encore une politique impulsée depuis près de vingt ans). Les autoroutes à vélo sont donc la seule véritable innovation de cette mandature, mais avec un impact symbolique important et positif. Le succès de cette politique doit toutefois être relativisé : la part modale du vélo reste modeste (16%) et demeure surtout très marquée socialement. Le développement est essentiellement porté par les personnes les moins fragiles, tant en termes de santé que socialement. Ainsi, le taux de déplacement domicile-travail à vélo est monté à près de 30% dans les quartiers les plus favorisés, mais reste autour de 3% dans les quartiers populaires. En six ans, aucune initiative notable n'a été prise pour l'éducation au vélo ou pour une réelle amélioration du réseau des pistes cyclables au sud de la ville, en dehors des pistes temporaires (« tempo vélos ») mises en place à la suite de la crise de la Covid-19, souvent juste à côté de pistes existantes, sans aucune valeur ajoutée.

S'agissant des voiries, outre la quasi-généralisation des zones 30, il est à mettre au crédit de l'équipe d'Éric Piolle le compromis trouvé sur la création d'une voie supplémentaire de l'A480, pour fluidifier le trafic de transit et l'accès à la métropole, avec la négociation de l'expérimentation d'une voie réservée au covoiturage, une innovation espérée de longue date par les municipalités successives.

Mais, au-delà de ces avancées, il est un point particulièrement négatif s'agissant d'une équipe écologiste : la gestion des transports en commun. L'équipe élue avait porté une promesse qu'elle savait ne pas pouvoir tenir : la gratuité pour les moins de vingt-cinq ans. Bien que présidant le syndicat mixte gestionnaire, aucune initiative sérieuse n'a été entreprise en ce sens durant les six années du mandat écoulé, en dehors d'une simple étude. Au-delà du renoncement à la gratuité pour les jeunes, il convient également de noter que l'équipe d'Éric Piolle a voté en faveur de remises en cause de la tarification sociale dans les transports à la métropole en 2019. Les tarifs ont alors augmenté de 11% pour les 4-17 ans, de 20% pour les 25-64 ans, de 28% pour les 65-75 ans et les +75 ans ont perdu la gratuité dont ils bénéficiaient suite à l'instauration d'un forfait à 136 euros par an.

Mais, plus grave, le plan de déplacement urbain métropolitain, piloté par les écologistes, a fait l'objet de réserves du commissaire enquêteur sur l'absence d'ambition du schéma de développement, qui faisait une large impasse sur l'extension du réseau de tramway vers le Grésivaudan, pourtant le territoire le plus dynamique aux niveaux démographique et économique. Dans le même esprit, la commission d'enquête sur le plan départemental d'urbanisme a regretté les délais trop longs de réalisation des investissements et une faible priorité budgétaire au regard de l'urgence à agir contre la pollution. La réalité semble ici bien loin du volontarisme professé, comme le montre d'ailleurs la faible part des agents municipaux grenoblois utilisant les modes doux de déplacement (30% seulement), à comparer aux 70% à 80% des entreprises du polygone

scientifique qui ont porté les premiers plans de déplacements d'entreprise. Comme dit l'adage, nul n'est prophète en son pays.

Enfin, et c'est peut-être le plus grave dans une technopole comme Grenoble, rien n'a été entrepris sur la révolution de la mobilité électrique, qui sera au cœur de la transition énergétique dans toutes les métropoles mondiales. Ni l'hydrogène pour le collectif, ni le déploiement de bornes de recharge pour les véhicules individuels ne font l'objet de politique publique, le maire se plaisant même à rejeter les solutions technologiques mettant systématiquement en avant les risques avant même d'en mesurer les avantages.

Les impensés de la gouvernance territoriale

Dans le grand écart entre technicisation des enjeux métropolitains et politisation des prises de position, trois gros sujets de gouvernance territoriale restent en suspens, comme impensés.

Le premier concerne les corps intermédiaires et les modalités du dialogue social métropolitain. Dans le modèle écologiste expérimenté depuis six ans à Grenoble, les associations, les chambres consulaires, les groupements professionnels, les syndicats et les partis sont sortis du jeu ou sont minorés dans leurs interventions. La co-construction ne se conçoit qu'à l'écoute de la parole citoyenne et dans des grammaires militantes radicales, dans une représentation des rapports de force où les espaces traditionnels de médiation et de délibération sont explicitement disqualifiés.

Le deuxième impensé concerne la participation de la ville-centre aux divers exercices de projection, d'orientation et de planification, à l'échelle du grand territoire (la métropole et au-delà). Le premier mandat d'Éric Piolle s'est déroulé sous le signe de la défiance vis-à-vis des scènes politiques interterritoriales que sont le PLUI, le PDU, le SCoT, et la préfiguration – toujours en panne à Grenoble – d'un pôle métropolitain susceptible d'associer la métropole et ses territoires voisins. Or, ces exercices sont à l'épicentre des politiques publiques métropolitaines structurantes (urbanisme, logement, économie...), et peuvent représenter les cadres stratégiques de la transition écologique et solidaire. L'équipe grenobloise les a considérés comme trop technocratiques et figés. Elle a préféré, à l'exception du domaine des transports et de la mobilité, la politique de la chaise vide, laquelle est, il faut le dire, une attitude bien ancrée de la part de la ville-centre. Comment donner une fonction réelle quelconque au SCoT (schéma de cohérence territoriale) lorsque la ville-centre s'en désintéresse et préfère s'en tenir à l'écart ? Il y a là une forme de refus d'obstacle ou d'incapacité à transformer le réel qui interroge.

Le troisième impensé concerne le rôle des acteurs privés dans la gouvernance métropolitaine. À Grenoble, il s'agit de grands acteurs industriels et de recherche publics et privés, comme Schneider, STMicroelectronics, Air Liquide, le CEA, l'Université, tous au cœur des enjeux de la transition, notamment énergétique. La culture politique de « l'arc écologique et humaniste » est clairement de voir dans ces acteurs économiques et techniques les ennemis du bien-être écologique, la sphère d'implication dont il faut se délier. Ce qui a été fait, sans que soit proposé un autre type de rapport à ces acteurs que celui de la dénonciation. D'une manière générale, la gouvernance avec les acteurs économiques n'est pas souhaitée et le « pouvoir habitant » est censé écrire la partition qui doit s'imposer à l'ensemble des autres acteurs du territoire.

Transition écologique... mais solidaire ?

À Grenoble, comme partout, le traitement de la question sociale a été associé d'entrée de jeu à la question écologique, ce qui est devenu aujourd'hui un mantra de toutes les propositions de politiques locales. Mais s'agissant du premier mandat de l'équipe d'Éric Piolle, la préoccupation écologique a résolument pris le pas sur la question sociale au cours de l'exercice.

Cette inflexion a été poussée par deux réalités distinctes. D'une part, la nécessité d'un affichage idéologique, marqueur différentiel des autres propositions programmatiques, qu'il a fallu alimenter durant les six années et, d'autre part, une prise de conscience parfois brutale pour l'équipe municipale de la complexité de façonnage et de mise en œuvre des politiques publiques sociales, qui s'accommodent mal des simples affichages et des postures « coups de menton ».

On ajoutera à cela une certaine fraîcheur de nouveaux élus, peu aguerris aux arcanes du travail municipal d'élu, et qui pour partie d'entre eux se sont justement retrouvés sur les thématiques sociales (école, action sociale, santé, prévention...).

Le bilan de la gestion écologiste à Grenoble est particulièrement déficitaire en matière de solidarité et de cohésion sociale. D'une certaine manière, si l'on considère le temps long de l'inflexion des trajectoires en matière de politiques publiques, il n'y aura pas eu de bouleversements majeurs mais plutôt une série de décisions et de postures, posées bout à bout et dessinant un chemin plutôt inquiétant pour la gauche durant cette mandature.

Bouclier social et écologique et plan d'austérité

Le programme de 2014 avait trouvé une jolie formule s'agissant de la lutte contre les inégalités : le « bouclier social et écologique ». « Face à la crise, plutôt que des logiques austéritaires qui visent à

restreindre toujours plus l'intervention publique, nous proposons un bouclier social et écologique municipal, avec des services publics protecteurs, [...] du logement accessible pour tous, un grand programme de réhabilitation énergétique des bâtiments... » Las, en 2015, dès son premier exercice budgétaire, la Ville, arguant d'une « pénurie financière inouïe » et agitant le chiffon rouge d'une possible mise sous tutelle, décide d'un « plan municipal de sauvegarde » qui se traduit par une économie de 38 millions d'euros sur le budget de fonctionnement sur quatre ans. Sans entrer dans le débat vif qui avait sévi entre la majorité et son opposition à l'époque sur l'opportunité d'un tel tour de vis budgétaire – une ville trop endettée et la baisse des dotations de l'État aux collectivités sous François Hollande *versus* une ligne politique qui sacrifie trop le social et la culture en temps de difficultés financières et se refuse à utiliser le levier de l'impôt (promesse électorale) –, il convient de constater que les effets n'ont pas tardé à se faire sentir sur le terrain. Et l'absence de débat citoyen ou du moins de concertation dans l'arrêté de ce « plan de sauvegarde » crispe un peu plus les échanges, venant d'une équipe qui avait longuement argumenté la nécessité de redonner toute sa place au débat citoyen dans son programme.

Ce plan d'austérité sera un peu le péché originel de l'équipe d'Éric Piolle, non pas – uniquement – par les coupes claires qu'il va imposer dans les services aux publics, avec notamment la fermeture emblématique de deux bibliothèques municipales dans les quartiers populaires, mais essentiellement par la « signature » politique que cette décision dévoile : une sensibilité très amortie aux questions du social et, paradoxalement à première vue, une faible mobilisation de la parole des habitants sur des sujets qui les concernent au plus haut point, pour les moins favorisés d'entre eux du moins.

Les propositions allant dans le sens d'une « démocratie renouvelée » et du fameux « bouclier social » ne manquent pas, pourtant, dans le programme de 2014 (et seront reprises avec encore plus d'emphase dans celui de 2020...). En matière de « bouclier social », il est proposé d'investir dans la jeunesse, avec la fameuse gratuité des transports pour les moins de dix-huit ans jamais réalisée cependant, de créer 200 places en crèche, non réalisées non plus, de renforcer les centres de santé, rénover l'action sociale avec un CCAS revisité, de construire du logement pour tous, sans plus de réalité.

Le devenir des politiques de gauche

Tout ceci va se fracasser à la première – grosse – difficulté venue. Le pic de crispation se fera autour de la très controversée fermeture des deux bibliothèques qui provoque un mouvement de contestation. Contestation d'autant plus forte qu'Éric Piolle avait notamment fait campagne en 2014 en utilisant le slogan « zéro fermeture de service public ». Ceci avait empêché notamment la

tenue d'un conseil municipal ouvrant une série de conseils municipaux sous protection policière, du fait des fortes manifestations contre le plan d'austérité qui se tenaient à l'extérieur.

Le plan d'austérité va laisser des traces durables, tant sur la manière dont il a été annoncé et conduit que sur la réalité des secteurs impactés : baisse massive des subventions aux associations, dans la culture, le sport, le social, fermeture d'un Ehpad et d'une maison de quartier, hausse des tarifs dans le périscolaire. « Les électeurs se sont réveillés groggy », souligne *Le Journal du dimanche*, dans un reportage sur Grenoble, en avril 2017.

Les justifications publiques à la tonalité très libérale données par Éric Piolle, qui prétendait avec ce plan de sauvegarde vouloir « refonder les services publics en enlevant une part de magie – comme si tout était là depuis toujours et pour toujours » ont par ailleurs jeté le trouble sur la réalité de son attachement politique à l'action publique pour transformer le réel.

Au cours du mandat, ce sont en fait les politiques pourtant emblématiques de la gauche municipale qui ont été particulièrement fragilisées, dans une ville qui connaît un taux de pauvreté certes équivalent à d'autres villes de même taille (environ 20% des ménages sous le seuil de pauvreté en 2015) mais avec des contrastes beaucoup plus marqués entre les quartiers.

Culture : suppression du collectif d'artistes le Tricycle et reprise en régie directe de trois lieux culturels dans un climat de forte contestation, suppression de deux bibliothèques situées dans les quartiers populaires, suppression de la subvention aux Musiciens du Louvre dirigés par Marc Minkowski, baisse de la subvention puis transfert du vaisseau amiral MC2 à la Métropole sans réelle réflexion sur une politique culturelle d'agglomération, échec sur la politique en direction des musiques actuelles avec la liquidation de la Régie 2C. Globalement, les associations culturelles ont vu leurs subventions diminuer de 25%.

Santé : la santé scolaire, service municipal historique fondé en 1924 à Grenoble, a vu fondre ses effectifs (-30%), la majorité municipale arguant du fait que le volet social de la prise en charge des enfants incombait désormais au Département, les centres de santé sont fragilisés (-10% de subvention), le centre public de soins infirmiers a été fermé, aucun portage politique efficace n'a été mis en œuvre lors de la vente de la clinique mutualiste, fleuron du système de santé publique grenobloise.

Social : le CCAS a vu ses subventions baisser de 25% (perte sèche de 1,3 million d'euros – hors transferts à la Ville liés à la réorganisation du CCAS), les associations d'éducation populaire ont été mises en difficulté par la cure d'austérité de 2015-2016, l'allocation municipale d'habitation pour les

ménages en grande difficulté (400 ménages concernés pour une aide mensuelle comprise entre 30 et 100 euros) a été supprimée, les programmes « Parler bambin » dans les crèches (programme visant à renforcer l'apprentissage du langage à la crèche) et « Manger malin » (1000 familles bénéficiant de produits d'alimentation infantile à prix réduits) ont été arrêtés. Toutefois, ces arrêts ont été annoncés dans leur programme pour cause de « partenariat public-privé sans efficacité ».

En matière de logement et d'urbanisme, politiques désormais de compétence métropolitaine mais où le poids de la ville de Grenoble est déterminant (160 000 habitants pour une métropole de 445 000 habitants et de 49 communes), on assiste dès le début du mandat à une nette réserve sur les grands projets urbains, entraînant un ralentissement certain du programme ANRU-2 sur les Villeneuves, la refonte ou l'abandon de grands projets d'aménagement (ZAC Flaubert, Presqu'île et l'emblématique Esplanade, objet de multiples contestations d'habitants, tant dans sa version d'avant 2014 que dans les versions ultérieures proposées par la nouvelle équipe). La construction de logements à Grenoble marque le pas, avec un net ralentissement de la production de logement sociaux neufs.

Enfin, la question éducative est éclairante sur cette forme d'indifférence à la situation des plus vulnérables qui a caractérisé le premier mandat d'Éric Piolle. L'éducation est un marqueur politique majeur pour toute équipe municipale de gauche. Bien que la compétence scolaire relève de l'État, les maîtres sont en première ligne dans les politiques dites de « réussite éducative », dans la politique de la Ville et, bien sûr, dans la gestion du patrimoine scolaire qui est historiquement l'apanage des communes s'agissant des écoles. C'est cette approche patrimoniale qui a été au cœur de l'action municipale écologiste. Fortement poussés par leurs électeurs des quartiers en forte croissance démographique qui redoutent l'absence de capacité dans les écoles (rançon de la réussite de la politique de retour des familles en ville menée par les précédentes municipalités), les élus ont porté un « plan école » ambitieux. L'enjeu central était la création de nouvelles écoles dans ces quartiers gentrifiés et les petits travaux d'amélioration d'un patrimoine dégradé de longue date, notamment du fait d'un sous-investissement grave sous les mandats d'Alain Carignon et d'une tradition d'hyper-proximité qui porte à presque cent le nombre de groupes scolaires. Cette politique a permis d'en finir presque totalement avec ces écoles accueillant des enfants malgré des réserves ou des avis négatifs des commissions de sécurité, ce qui est incontestablement positif. Au-delà des enjeux de sécurité, cette politique se prolonge maintenant avec l'ambition de végétaliser les cours d'école (« débitumer » les sols) et une expérimentation très médiatisée de « dégenrer » ces mêmes cours pour éviter l'appropriation de l'espace par les seuls garçons jouant au football, expérimentation conduite évidemment dans une école hors de l'éducation prioritaire.

Hors de l'éducation prioritaire évidemment car cette préoccupation pour le patrimoine scolaire a pour l'essentiel concerné les quartiers les plus favorisés de la ville, là où la pression des parents d'élèves et des électeurs est la plus forte. Cette absence de considération sociale se retrouve dans la politique éducative conduite, en dépit de la décision courageuse et qu'il faut saluer de maintenir la semaine des cinq matinées de classe. Las ! Hormis cette décision positive, c'est le désert en matière de politique socio-éducative : aucune initiative municipale notable, des financements à peine stables pour l'éducation populaire, en baisse pour la santé scolaire, le sport dans les quartiers, l'accès à la culture... L'équipe municipale a mis en œuvre le dédoublement des classes de GS/CP sans aucune valeur ajoutée, comme pour les cités éducatives dans une logique de raccroc de financement. Dans un contexte où l'ambition sociale des politiques éducatives était portée jusqu'en 2017 par le réseau national des villes éducatives et par les ministres Benoît Hamon puis Najat Vallaud-Belkacem, Grenoble s'est distinguée par une atonie totale.

Pire, lorsque l'opportunité est survenue, certes dramatiquement, de renforcer la mixité sociale avec l'incendie du collège Lucie Aubrac au sein du quartier de la Villeneuve, la ville a accompagné le département, au terme d'une consultation orientée, dans le choix de reconstruire le collège ségrégué dans le quartier, alors que la lutte contre le repli et pour la mixité sociale commandait une autre ambition, à l'image des 82 expérimentations portées dans les territoires par le ministère de l'Éducation nationale entre 2015 et 2017. Dans le contexte des années marquées par des débats passionnés sur l'inclusion dans la République, la ghettoïsation des quartiers populaires et la contestation par le camp conservateur des politiques de démocratisation de la réussite scolaire, il est très significatif de constater l'absence totale d'engagement de la mairie écologiste sur ces sujets, avec une forme d'indifférence renforçant le sentiment d'abandon de nombreux habitants.

Un dernier exemple pour témoigner de cette forme d'indifférence à la question socio-éducative : l'arrêt brutal du programme « Parler bambin », créé par le médecin Michel Zorman pour agir dès la crèche sur les inégalités de langage. Alors que les études scientifiques (notamment dans la cohorte ELFE) ont confirmé l'enjeu social majeur du développement langagier et cognitif, alors que le programme « Parler bambin » s'est déployé sur le plan national et que la politique familiale a évolué pour tenir compte des enjeux sociaux de l'accueil des jeunes enfants, Grenoble qui avait été à la pointe de ces combats a décidé de stopper brutalement la politique publique construite durant les mandats précédents sur des arguments plus idéologiques que scientifiques ou mêmes politiques.

Plus globalement, l'examen des choix budgétaires opérés par l'équipe d'Éric Piolle durant la mandature 2014-2020 fait apparaître une fragilisation des acteurs contribuant au lien social. On observe ainsi une baisse moyenne de 25% des subventions accordées aux acteurs associatifs, de 30% des subventions aux associations culturelles et de 27% des subventions aux associations

sportives (hors clubs professionnels). Si la majorité municipale a tenté de justifier ces restrictions par la baisse des dotations de l'État, il convient de noter que cette dernière n'a été que de 6% sur la période, alors même que le niveau des coupes budgétaires pour les associations s'est établi à un niveau cinq fois supérieur. Au-delà des contraintes de gestion, on constate bien des choix politiques tournant le dos aux habitants les plus fragiles et aux acteurs de la cohésion sociale, qui ne peuvent qu'interpeller.

Le social, angle mort de la capitale verte ?

Tout au long du mandat, l'équipe en place va tenter – mollement – d'endiguer le reproche permanent qui leur sera fait de sacrifier le « social » et les quartiers populaires dont les équipements sont impactés par les coupes budgétaires. Le CCAS bénéficiera d'un « plan stratégique » ajusté à la refondation des services publics locaux (entendez « les mesures d'économie destinées à préserver la capacité d'action de nos institutions »), l'accent sera mis sur la nécessité de mettre en place une démarche favorisant « l'accès aux droits » des personnes, sur le renforcement des tarifications solidaires dans les services publics locaux (eau, électricité, cantine scolaire...), toute une série de mesures éparses qui donne une impression de kaléidoscope, au mieux, et d'une réelle absence de *doxa* en matière d'intervention sociale communale.

Le social constitue-t-il l'angle mort des politiques publiques locales de la nouvelle (et renouvelée) équipe municipale ? Quand on parcourt les propositions du projet municipal pour la mandature qui commence, on serait peut-être tenté de le croire. Les « priorités pour accélérer les transitions » regroupées sous forme d'une série d'une quinzaine de prospectus recto-verso chatoyants et didactiques – il n'y aura pas de document-maître sur le projet municipal dans son ensemble – balayent un ensemble de thèmes qui vont de « Grenoble capitale verte » aux propositions pour le sport, en passant par celles sur le bien-être animal ou l'accès à l'eau et à la fraîcheur, sans que la question de la prise en charge des Grenoblois les plus défavorisés ou des quartiers populaires du sud de la ville soient traitée en tant que telle.

Piloter la transition sociotechnique

Pour refonder un modèle de développement durable, la métropole grenobloise doit s'appuyer sur l'alliance entre la recherche, l'université et les entreprises au service du développement par l'innovation et l'excellence scientifique. C'est un modèle historique pour Grenoble, dont la revitalisation conditionne la capacité de ce territoire à mener la transition écologique et solidaire.

La transition sans l'économie ?

Dans un article du *Journal du dimanche*, Éric Piolle évoque sa vision du rôle de l'État et des collectivités locales pour permettre concrètement les transitions écologiques. Il y rappelle le rôle de l'État pour impulser les filières d'avenir et les grands projets et permettre les expérimentations locales. Lorsqu'on lui pose la question de ce qu'il fait concrètement en tant que maire pour rendre l'économie plus verte, il mentionne les leviers classiques que sont l'alimentation, les transports, l'énergie, la rénovation thermique des bâtiments ou la filière hydrogène et l'économie circulaire. Mais le maire de Grenoble a-t-il été dans les six dernières années un acteur, un facilitateur, dans ces différents domaines et jusqu'à quel point ?

La réponse est presque donnée dans les lignes suivantes : « Nous pouvons agir en tant qu'acteur de la commande publique, mais aussi comme stratège et accompagnateur d'initiatives privées. » Certes, mais qu'en est-il ? Redonner du sens à la vie économique comme il est évoqué plus loin, évidemment. Mais à Grenoble, n'est-ce pas surtout une posture ? Quelles sont donc les initiatives privées qui doivent à l'incitation ou à l'accompagnement de la municipalité Piolle 2014-2020 ?

Elles sont en fait bien limitées, comme sa contribution à des grands projets métropolitains allant en ce sens. La lecture du bilan (non exhaustif) réalisé en août 2019 par le groupe des élus majoritaires au conseil municipal de Grenoble, est instructive. L'économie n'est évoquée qu'à travers les Assises de l'achat public créées en 2017 et un plaidoyer pour un « New Green Deal », évoqué sans plus de détail.

L'une des explications est à chercher dans le développement par Éric Piolle de la critique du concept de CAGE : « compétitivité, attractivité, gestion et excellence ». Tout ce qu'il faut refuser, car **cela a ruiné nos vies**. Il apparaît sans aucun doute que l'utilisation de certains de ces concepts a sous-tendu nombre de politiques ultralibérales ayant fait peu de cas des droits fondamentaux et des aspirations des peuples. Mais le refus de l'attractivité ou de l'excellence est cependant inquiétant. Comment mettre en avant la science et ses développements si l'on n'est pas soi-même convaincu comme responsable politique de l'importance de l'excellence scientifique ?

Dans le même document bilan des élus de la majorité municipale grenobloise, trois mots ne sont même pas mentionnés : sciences, université et recherche. Comment, dès lors, combattre les dérives antiscientifiques, minoritaires mais radicales et vivaces à Grenoble ? La question du sens, de l'utilité sociale, se pose et se posera de plus en plus pour la recherche. Mais l'excellence scientifique est un impératif, un atout insuffisamment soutenu d'ailleurs par l'État, porté par les universités et les organismes de recherche. La recherche à Grenoble peut être technologique, en

santé, en sciences fondamentales ou appliquées, dans le champ des humanités ou des sciences sociales. Mais sa qualité sous-tend l'existence même de l'exception grenobloise. Quand Grenoble concentre le plus de financements des programmes d'investissements d'avenir après l'Île-de-France, quand son université vient d'intégrer le top 100 mondial du classement de Shanghai, c'est tout sauf un hasard. Et c'est à coup sûr un atout.

La transition sans la science ?

La science est depuis longtemps, mais singulièrement dans la période actuelle, interpellée par la société. Elle lui pose de façon multiforme des questions éthiques, politiques et sociales. Grenoble, haut-lieu de la technologie et de l'innovation sociale et politique, est aussi un foyer de contestation radicale des technologies, notamment de l'information et de la communication, présentées comme attentatoires aux libertés individuelles et aliénantes. L'incendie dramatique du Centre de culture scientifique, technique et industriel en novembre 2017 est un exemple de la violence potentielle de ces conflits.

Mais, plus généralement, l'appréhension par les citoyens de l'évolution rapide des connaissances scientifiques et de leur impact dans tous les domaines de l'activité humaine est de plus en plus complexe. Il apparaît très compliqué de rapprocher sciences et société, même si c'est impératif. Biotechnologies, génétique moléculaire, nanosciences, intelligence artificielle, ingénierie quantique sont autant de domaines où les progrès sont à la fois très rapides et changent de façon radicale des pans entiers de notre vie quotidienne, sans que cela soit ni simple à comprendre ni forcément très expliqué. Il est essentiel pour Grenoble d'avoir une relation construite avec la science.

La métropole grenobloise avait évalué son attractivité en 2017-2018. À partir de différentes enquêtes, la performance universitaire, la présence de grands laboratoires de recherche et de grandes entreprises apparaissaient comme des éléments importants d'attractivité pour les habitants de la métropole, mais ne semblaient plus contribuer à un récit partagé. « L'utopie n'est plus un moteur car elle se heurte à la réalité de la délinquance, de la pollution [...]. La French Silicon Valley crée encore de la fierté mais ne construirait plus de progrès, n'engendrerait plus de plus-value d'image pour la métropole dont les perspectives de développement seraient limitées par un espace devenu saturé donc contraint. »

Il y a donc une responsabilité politique à faire de sorte que la science, avec les acteurs académiques et privés, non seulement puisse être expliquée et soutenue mais aussi apparaisse comme un atout essentiel pour répondre concrètement aux aspirations des habitants de la

métropole. Ce portage politique est un prérequis pour mener la transition écologique et solidaire. Force est de constater qu'il a plutôt régressé dans la période 2014-2020.

Dans le même temps, le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche réalisait une mutation accélérée par la fusion des universités et la labellisation du site grenoblois comme initiative d'excellence (IDEX) en 2016. La stratégie déployée par le monde universitaire est intéressante à considérer de ce point de vue. Quels étaient les trois axes essentiels de déploiement de l'IDEX grenoblois ? L'unité « politique » (une institution qui regroupe tous les acteurs), la mise en avant des sciences humaines et sociales comme objet de connaissance et outil indispensable à l'abord des défis sociétaux et quatre thématiques qui sont au cœur des transitions : planète et société durable, santé et bien-vieillir, transformation numérique et innovation. Le succès des programmes pluridisciplinaires de l'IDEX est à l'image de ces ambitions avec plus de 220 millions d'euros d'investissements cumulés, pour 17 programmes de recherche pluridisciplinaire sur le numérique, l'énergie, la santé, les changements climatiques ou la pollution urbaine.

En somme, la transition écologique et solidaire ne peut être conduite à Grenoble sans revisiter le fameux triptyque université-recherche-entreprise. Il n'y a probablement pas de doute sur le fait que la nécessité de refonder, revitaliser et diversifier ce modèle était antérieure à 2014. Issu de la houille blanche et même auparavant de l'industrie gantière, le territoire grenoblois a promu la spécialisation « technopolitaine » de l'économie locale. Ce que résumait le projet d'agglomération, élaboré par la Métropole pour 2007-2013, en rappelant que l'agglomération « a construit son développement et ses succès sur sa capacité d'innovation, technologique et sociale, et sa réactivité. Le défi pour l'agglomération grenobloise est de maintenir son avantage compétitif et d'assurer une croissance durable des emplois ». Le projet propose de consolider les trois filières que sont les nanotechnologies, la santé et les nouvelles technologies de l'énergie et de l'environnement. On peut sans doute y adjoindre aujourd'hui le numérique et l'intelligence artificielle et demain l'ingénierie quantique. Mais il est des questions politiques et stratégiques cruciales pour Grenoble et la métropole. La première est de savoir si ces développements seront portés efficacement par l'ensemble des acteurs, les responsables politiques en premier lieu. Le bilan 2016-2020 est limité. La deuxième, centrale pour permettre les transitions, est de les irriguer par la recherche scientifique, son potentiel d'innovation et de développement économique. À Grenoble, plus que nulle part ailleurs, les transitions ne peuvent être mises en œuvre sans l'économie et la science.

Conditions de réussite pour des métropoles écologiques et solidaires

On ne part jamais d'une page blanche

Ce qui pourrait résumer l'ensemble des analyses précédentes de la période écologiste du « laboratoire grenoblois », c'est la volonté de fonder la transition sur une sorte d'année zéro, comme si rien dans la gestion municipale et communautaire d'avant 2014 n'avait jamais commencé à dessiner une métropole écologique et solidaire. Cette volonté radicale de rompre avec « le système » et un quelconque héritage (fût-il celui de politiques sociales pourtant jugées souvent avant-gardistes par un certain nombre d'observateurs nationaux) est politiquement revendiquée, et n'est pas sans références historiques. Elles sont davantage celles de l'instant révolutionnaire du XIX^e siècle que celles de l'invention des transitions au XXI^e siècle.

Les deux premiers mandats de Michel Destot (1995-2008) ont été ceux de la gauche plurielle, incluant les écologistes de l'époque, avec des actes politiques de leur part et dans les champs qui relevaient de leurs mandats (notamment l'urbanisme et les transports) qui ont consolidé des acquis. Certes, il y a eu des batailles dans la majorité, des désaccords, des compromis et des regrets, mais les grands sujets de la transition écologique et solidaire ne sont pas nés en 2014 : ils étaient déjà saisis par un ensemble d'acteurs, mobilisés parfois depuis des décennies, et qui font l'écosystème grenoblois de l'action publique.

D'autres métropoles, comme Nantes ou Rennes, travaillent dans la continuité, sans pour autant réfuter la nécessité de ruptures lorsque les acteurs sont rassemblés pour les porter. À Grenoble, on a un peu oublié qu'on ne part jamais d'une page blanche, et que la première condition de réussite de la transition écologique et solidaire est de proposer un chemin, à partir de l'existant, surtout s'il s'agit de le transformer en profondeur. Cela n'empêche pas les alternances politiques, les combats, le marquage des différences de fond ou le droit d'inventaire. Mais cela doit inviter à une certaine humilité du pouvoir local, qui ne doit jamais occulter la trajectoire territoriale dans laquelle il s'inscrit, surtout lorsqu'il est question du temps long de la transition.

Les risques de court-circuit de l'idéal des circuits courts

Cependant, l'opinion domine aujourd'hui à gauche selon laquelle pour réussir la transition écologique et solidaire, il suffit d'écouter les citoyens et de s'appuyer sur eux : donnons le pouvoir directement aux gens, les bonnes décisions durables seront prises. On a là l'héritage idéologique des conquêtes sociales du XX^e siècle qui procédaient en effet d'une intrusion des intérêts des

classes populaires dans la décision publique contrôlée par la bourgeoisie, à l'occasion des luttes collectives qui ont rythmé le progrès social. Peut-on aborder de la même façon la reconnaissance et le progrès des intérêts communs socio-environnementaux pour sauver la planète ? Ces intérêts communs ne nécessitent-ils pas d'être patiemment et régulièrement construits et reconstruits, tant il est vrai qu'ils ne relèvent pas tant d'un front de lutte entre classes socio-environnementales que d'une convergence entre des positions sociospatiales très variées et souvent antagoniques.

D'une certaine façon, la gauche écologiste en est bien consciente lorsqu'elle prône le retour de la proximité et l'appui sur les territoires locaux pour déclencher cette convergence sur des intérêts communs. Ce tournant local semble évident : puisque les gens veulent revenir aux circuits courts dans tous les domaines (énergie, alimentation, services, gestion des déchets, santé...), organisons les circuits courts de la démocratie, autrement dit la démocratie directe, et la transition écologique et solidaire en adviendra !

Cette idée simple a une forte portée mobilisatrice et la vertu de mettre tout un chacun en capacité d'agir là où il vit et exerce ses droits. Mais elle présente un certain nombre de graves inconvénients et le risque majeur de conduire tout droit à la fracturation sociale, et *in fine* à l'échec d'une transition globale.

La capacitation citoyenne et la solidarité écologique doivent être métropolitaines

Le repli municipal méconnaît le caractère éminemment systémique des enjeux de la transition et la nécessité d'organiser une action politique et citoyenne à la hauteur de ces enjeux systémiques, du local au mondial, en passant par le national et l'Europe. Agir à plusieurs échelles en même temps n'est, par définition, au pouvoir exclusif d'aucune autorité politique. Mais chaque autorité (locale, régionale, nationale...) a une fraction du pouvoir d'articulation entre le local et le global. La métropole est un de ces pouvoirs d'articulation. Le fait métropolitain impose une échelle de travail politique qui, certes, reste à reconnaître partout constitutionnellement, mais qui est bien le cadre réel des défis de la transition écologique et solidaire. On peut souhaiter ardemment l'élection au suffrage universel direct des gouvernements locaux métropolitains, en attendant, il faut construire les conditions de la réussite de la transition écologique et solidaire dans le cadre réel de l'intercommunalité, et même autour d'elle avec d'autres territoires proches. Rien ne serait pire que d'enfermer l'idéal de transition dans la commune, au nom d'une démocratie villageoise totalement mythifiée, et d'en faire une alternative pour se soustraire au monde en toutes ses échelles.

L'action publique et le travail politique de la transition écologique et solidaire sont exigeants parce

qu'ils doivent saisir des défis systémiques. Il n'est pas temps de les court-circuiter au nom du *small is beautiful*. *Small is beautiful*, à condition de ne pas se soustraire aux devoirs de coopération que sont ceux de la transition écologique et solidaire. Le rétrécissement des échelles de la solidarité, au nom de l'idéal écologiste municipal, et la nouvelle ségrégation environnementale qu'il alimente sont inquiétants. Ils révèlent déjà sur Grenoble une pente à l'indifférence vis-à-vis de la question sociale. À terme, ils peuvent fonder une sorte de néopopulisme hyper-territorialiste, dont on a déjà des échos à gauche (la droite étant là dans sa tradition).

A contrario, le passage à l'échelle métropolitaine des grandes politiques de solidarité territoriale et individuelle doit être l'opportunité d'une transition inclusive sur le plan social : au-delà des enjeux déterminants d'aménagement, de peuplement par la politique de l'habitat et de mobilité, il est temps d'articuler à ce niveau les politiques d'accompagnement des plus vulnérables, de prévention en santé comme en éducation pour les plus jeunes et les plus âgées. C'est tout l'intérêt des décisions volontaristes de métropoles qui, à l'instar de Dijon, choisissent de reprendre pleinement les compétences sociales des départements. Le lien entre la fabrique du territoire, l'accompagnement humain et les dynamiques structurantes d'acteurs (scientifiques, économiques, associatifs, citoyens) doit être le cœur d'une transition pleinement solidaire.

La société en transition est une société de la connaissance, pas de la défiance

La transition écologique est un processus de changements profonds et, comme tel, il est socialement sélectif. On a trop longtemps minoré le « coût d'accès » social et culturel au changement écologique que représentent les propositions de nouveaux modes de vie. Les réactions anti-écologistes qui se multiplient dans la société sont intolérables, mais elles prouvent le danger de la fracture culturelle qu'une politique de la transition qui ne serait pas réellement solidaire va inmanquablement générer. Les métropoles en sont les cibles premières. Le clivage idéologique s'alimente alors de toutes les *fake news*, toutes les désinformations, tous les fantasmes et toutes les irrationalités que la société de l'information met plus largement en circulation que jamais. Le danger de délitement social est immense, la bêtise n'a pas de limites. D'autres pays que la France en font la cruelle expérience.

Une transition solidaire est, bien entendu, une transition qui veille à la justice redistributive, à l'égalité des droits et des accès, au soutien aux plus vulnérables. Mais cela ne met pas à l'abri des incompréhensions et des révoltes contre des mesures jugées attentatoires aux conditions sociales des plus fragiles. C'est le fameux « fin du mois » (ou fin des droits) opposé à la « fin du monde ». La transition exige un long et permanent effort de cohésion culturelle, basée sur des politiques

éducatives tous azimuts et un investissement d'ampleur en faveur de la culture scientifique, technique et environnementale. Personne n'a envie d'avancer dans un monde qu'il ne comprend plus. Contre la défiance qui s'installe dans la société, il faut porter une politique globale en faveur de la société de la connaissance.

Une transition démocratique pour refonder le contrat de société

Pour réussir la transition écologique et solidaire, faut-il seulement un peu de bon sens habitant adossé à beaucoup de volonté partisane ? Nous pensons qu'il y a surtout besoin d'une profonde transition démocratique qui refonde le contrat de société.

Plutôt que la démocratie directe, la démocratie permanente, c'est-à-dire la démultiplication et la combinaison des fonctions contributives à la décision politique : le débat évaluatif, le débat prospectif, le débat scientifique et d'expertise (y compris d'usage), l'expérimentation des alternatives, l'expression des corps intermédiaires qui sont les médiateurs des divergences sociales et, bien sûr, au milieu de toutes ces contributions, l'arbitrage et l'engagement, qui reviennent à tout gouvernement démocratiquement désigné.

Plutôt que le rassemblement sur des affrontements, le rassemblement sur des transformations. Le conflit transformateur fait partie de la politique, et les conflits environnementaux sont et seront de plus en plus nombreux, parce que c'est désormais à travers eux que la société se construit. Mais proposer la transition écologique et solidaire n'est pas truffer la société de champs clos de bataille rangée et d'indignation à tout propos. C'est reconnaître les tensions et les conflits pour mieux organiser leur dépassement par des principes d'arbitrage et des règles négociées qui engagent toujours plus de parties prenantes. Ce n'est pas facile, ce n'est pas du « tout cuit », mais c'est cela la politique, sa modestie en même temps que sa noblesse.

Plutôt que le repli sur les communes, la redéfinition des communs. Le municipalisme était un horizon légitime pour l'émancipation de la classe ouvrière de la première moitié du XX^e siècle, mais quelle erreur d'y enfermer les enjeux socio-écologiques du XXI^e au nom de la proximité ! Le rapprochement avec le monde vivant est la logique profonde de la transition écologique. Or, le monde vivant n'est pas plus local que global : il est multi-échelle et ce sont ses interdépendances qui font l'écologie. Construire les communs du XXI^e siècle, c'est, de la même façon, identifier et cultiver les interdépendances, entre les territoires comme entre ceux qui les habitent, humains et non humains. Il faut, pour cela, accepter que la citoyenneté sorte de l'horizon strictement communal et grandisse aux échelles des multiples enjeux socio-écologiques. La métropole est une de ces configurations citoyennes nouvelles.

Plutôt que la promesse du rejet des technologies, celle de la société de la connaissance pour tous. La transition écologique et solidaire est une aventure scientifique collective. Elle s'alimente d'une croissance sans précédent des savoirs scientifiques (sur la planète, sur le climat, sur la biodiversité, sur les grands cycles et les échanges au sein de la biosphère, sur la santé des milieux, sur la génétique, etc.). Elle est inséparable d'autres savoirs dont les prolongements technologiques posent d'immenses questions à l'humanité. Avancer dans la transition, c'est avancer dans une nouvelle éthique de la science et de la technologie, qui implique avant tout que la culture et l'éducation soient les piliers du contrat social. À l'opposé de la défiance technophobe et du complotisme irrationnel, et sans retomber dans la mystique de la modernité, une politique de la transition écologique et solidaire doit porter cette ambition de la société de la connaissance pour tous.

Démocratie permanente, rassemblements transformateurs, nouveaux communs, société de la connaissance pour tous : les métropoles qui se veulent écologiques et solidaires ont là un agenda politique qui fait de la transition autre chose qu'un catalogue des bonnes pratiques de la sobriété. La transition écologique et solidaire exige beaucoup plus. La gauche écologiste est-elle prête à relever le défi de la nécessaire transition démocratique ?

Les auteurs :

- **Michelle Daran**, sociologue, présidente de l'Institut régional du travail social
- **Alain Faure**, politiste, directeur de recherche CNRS
- **Patrick Levy**, professeur des universités, praticien hospitalier, ancien président de l'Université Grenoble-Alpes
- **Olivier Noblecourt**, conseiller municipal de Grenoble
- **Martin Vanier**, géographe, professeur à l'école d'urbanisme de Paris